

2 | L'air



Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort

La mauvaise qualité de l'air peut dégrader l'environnement, porter atteinte à la santé de la population, provoquer une gêne olfactive et altérer le patrimoine bâti. L'urbanisme influence l'utilisation de l'automobile, l'implantation des activités industrielles et polluantes. Même si la lutte contre la pollution de l'air se réalise à l'échelle régionale ou nationale, prendre en compte cet enjeu dans les PLU pourra contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction des polluants, des gaz à effet de serre et donc à la lutte contre le réchauffement climatique.

1 Finalité environnementale

Assurer la santé publique (toxicité dangereuse pour la santé et pour l'environnement, gêne olfactive)

2 Objectifs adaptés aux enjeux locaux

Le Territoire de Belfort est surveillé par le réseau ARPAM pour le Nord Franche-Comté mesurant la qualité de l'air transcrit par un indice calculé quotidiennement. La qualité de l'air est globalement satisfaisante mais localement, la situation peut être préoccupante concernant la pollution liée à la circulation automobile. La pollution photochimique à l'ozone constitue également une dégradation locale de la qualité de l'air qui a la particularité de se manifester dans des zones éloignées des sources d'émissions.

- **Préserver et valoriser la qualité de l'air** (extérieure et intérieure).
- **Minimiser les rejets de polluants dans l'atmosphère** (sous forme de gaz, liquides et poussières : Ozone, dioxyde de soufre, plomb, dioxyde d'azote, monoxyde de carbone, particules et poussières, etc.)

→ Eléments à prendre en compte

- Qualité de l'air, niveau de pollution atmosphérique et types de polluants (stations de mesure et réseau de surveillance).
- Zones sensibles : zones d'habitations, espaces publics, écoles, maisons de retraite, hôpitaux, zones de loisirs et espaces naturels.
- Zones polluées et activités polluantes : certains secteurs agricoles, les milieux urbains, axes de circulation, carrefours, les usines et entreprises (Installations classées), combustion fossile, évaporation des solvants, libération d'hydrocarbures, de gaz de pots d'échappement, fumée, etc.
- Conditions climatiques et topographiques (vent, ensoleillement, températures, pluviométrie, cuvette, pente, etc.) : conditions de dispersion des polluants (peuvent accentuer les nuisances, effet de serre, accumulation de polluants, etc.).

➡ Interrelations principales avec les autres thématiques :

- L'énergie : les énergies renouvelables permettent de minimiser le rejet de polluants et gaz à effet de serre dans l'atmosphère.
- Les déplacements : les déplacements automobiles génèrent une grande quantité de polluants, développer le réseau des cheminements doux permet de préserver la qualité de l'air.
- L'eau, les milieux naturels et les sols : certains polluants atmosphériques sont responsables de pollutions des sols, des eaux, de la contamination des nappes souterraines ou encore de la destruction de la végétation et des équilibres écologiques.

3 Déclinaison graphique et réglementaire

➡ Traduction graphique :

- Zones tampons : autour des activités polluantes, pour protéger des zones sensibles, etc.
- Emplacements réservés : pour des pistes cyclables ou des chemins piétonniers, pour des espaces végétalisés en bordures d'axes de circulation, etc.

➡ Traduction réglementaire :

Article 1 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols interdits.

- L'implantation d'installations classées polluantes.
- Les stations-service.
- Les dépôts et décharges de matériaux toxiques et malodorants.

Articles 2 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols soumis à condition particulières.

- Les installations classées polluantes nécessaires à la commune, à condition d'être compatibles avec leur environnement.
- Les activités devront être adaptées à l'environnement par des dispositifs limitant la propagation des odeurs et des polluants.

Article 3 : Accés et voirie

- Les voiries devront intégrer ou prévoir la mise en place d'aménagements nécessaires pour la circulation des piétons et des vélos.
- Sauf si nécessaire, aucune autre voirie que celle existante ne sera autorisée dans les zones naturelles et agricoles.
- Limiter le stationnement dans les lieux desservis par le réseau de transport en commun.

Article 4 : Desserte par les réseaux

- Prévoir la réversibilité au niveau des réseaux de distribution d'énergie et de chauffage (énergies renouvelables, chauffage au bois, etc.).

Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

- L'espace entre la voirie et les constructions devra être végétalisé.
- En bordure de certains axes où la circulation est dense, le recul des constructions nouvelles pourra être plus important afin d'éviter la dégradation rapide des façades.

Article 11 : Aspect extérieur des constructions

- Les constructions et les terrains devront être entretenus pour ne pas porter atteinte à l'hygiène de l'environnement, à la qualité de l'air, ni créer de gênes olfactives.

Article 12 : Stationnement des véhicules

- Pour chaque construction, des aires de stationnement pour les vélos seront prévus, accessibles et sûrs.
- Un nombre maximum de places de stationnement sera défini pour les entreprises et les habitations, afin de limiter les déplacements en voiture.

Article 13 : Espaces libres et plantations

- Les bordures d'axes routiers et autoroutiers, les carrefours, les centres urbains, ainsi que toutes les zones où la concentration de polluants est plus grande, devront être végétalisés.
- Les aires de stationnement seront obligatoirement végétalisées (végétation, gazon, arbres, etc.).
- Chaque parcelle devra être végétalisée selon un pourcentage à définir.
- Les espaces libres de la parcelle devront être traités en espaces verts.
- Les toitures végétalisées seront autorisées.

4

Recommandations

- **Favoriser et développer les modes de déplacements doux** : vélo, marche, etc.
- **Limiter les déplacements qui génèrent beaucoup de polluants** (automobiles, camions, etc.) et **privilégier les transports en communs** (bus, trains, etc.) et **respectueux de l'environnement** (voitures électriques, à faible émission, etc.).
- **Développer le covoiturage.**
- **Limiter l'accès des centres ville aux voitures et créer des parkings en périphérie.**
- **Installer des protections à proximité des axes de circulations** (pour éviter la propagation des poussières et polluants) : talus, murets, murs anti-bruit capteurs de CO₂, etc.
- **Privilégier les énergies renouvelables** peu émettrices de polluants (NOx : oxyde d'azote, molécules toxiques et odorantes) : solaire, biogaz, bois, géothermie, hydroélectricité, éolienne, etc.
- **Utiliser des techniques à faibles consommation et à faible émission d'énergie** : panneaux solaires, chauffe eau solaire, etc.
- **Favoriser le branchement des immeubles au réseau de chaleur.**
- **Permettre l'aménagement de toitures végétalisées** : absorbent certains polluants, rejettent de l'oxygène, etc.
- **Protéger l'air intérieur des bâtiments** (tabagisme, bureautique, chauffage, CO₂, CO, NOx et certaines particules, etc.) : renouveler l'air par aération, entretenir les ventilations (dispersion des polluants, moins d'humidité, etc.), choix des produits d'entretien (bombe aérosols, etc.), régulateur de température, etc.
- **Utiliser des matériaux qui ne libèrent pas d'éléments toxiques** (enduits, peintures, vernis, colle, etc.).
- **Développer le compostage** des déchets pour limiter l'incinération.

- **Diminuer l'utilisation d'engrais ou de pesticides qui libèrent des produits toxiques dans l'air** (pratiques agricoles ou jardinage) : développement d'une agriculture durable, biologique (sans produits phytosanitaires, chimiques).
- **Placer les activités polluantes et mal odorantes dans les zones sécurisées** éloignées des secteurs sensibles (zones d'habitations, espaces publics, zones naturelles, etc.)
- **Créer des espaces verts et développer les surfaces végétalisées** : zones tampons, absorbent certains polluants et particules, rejettent de l'oxygène, barrière contre le vent et donc la propagation des polluants et des odeurs (autour des activités polluantes, en bordure d'axes routiers et autoroutiers, dans les espaces urbains, etc.).
- **Laisser des espaces ouverts** comme des espaces verts ou des places afin de faire circuler l'air et ne pas concentrer les gaz et particules dans un même lieu.
- **Adopter la démarche « Haute Qualité Environnementale » pour les constructions (HQE)** : réduction de la pollution de l'air par les chantiers (cible 3 : chantier à faible impact environnemental), chaudières propres à faible émission de CO₂ (cible 4 : gestion de l'énergie), réduction des odeurs désagréables (cible 11 : confort olfactif), gestion des risques de pollutions de l'air (cible 13 : qualité de l'air), etc.



A SAVOIR



Références réglementaires principales :

- **Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976** sur les installations classées pour la protection de l'environnement : permet de contrôler certaines sources de pollutions atmosphériques.
- **Loi LAURE du 30 décembre 1996** sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie : vise à définir une politique publique intégrant l'air en matière de développement urbain, à atteindre des objectifs de qualité et de surveillance.
- **Protocole de Kyoto du décembre 1997** : objectif de réduire de 5.2% les gaz à effet de serre dans le monde d'ici 2012.
- **Décret n° 98-360 du 6 mai 1998** relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites : établit la liste des polluants à surveiller.
- **Décret n° 98-362 du 6 mai 1998** relatif aux plans régionaux pour la qualité de l'air.
- **Loi de Finances n° 98-1266 du 30 décembre 1998** : pour un meilleur respect de l'environnement, crée la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), meilleure application de la taxe pollueur-payeur, avantage les carburants moins polluants, etc.
- **Arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-297 du 9 juillet 2004** : mise en œuvre des procédures d'information de la population et de l'administration au niveau local, des niveaux d'alerte, etc.

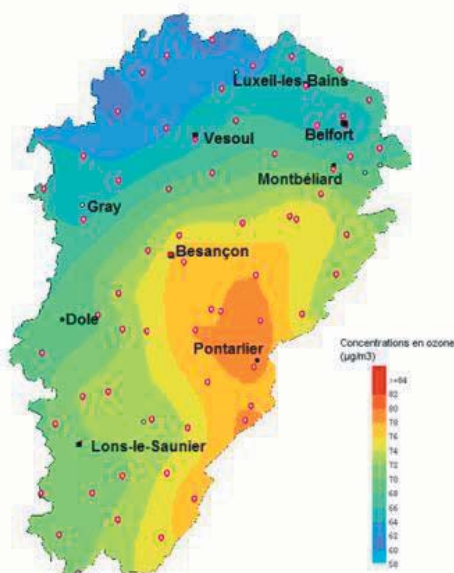
→ Acteurs locaux :

- **ARPAM** : Réseau de surveillance de la qualité de l'air Nord Franche Comté.
- **ADEME** : surveillance de la qualité de l'air et des pics de pollution, cartographie, possède des données sur la qualité de l'air, les énergies renouvelables, les émissions de polluants et des gaz à effet de serre.
- **Préfecture** : peut prendre des mesures restrictives des émissions pour les transports et les industries, gère les installations classées.
- **DRE** : possède des données sur le trafic routier et de marchandises, sur les transports en commun.
- **DDEA** : peut intervenir dans les domaines de l'agriculture, de l'urbanisme et l'environnement.
- **DRIRE** : réalisation des PRQA et des PPA, possède des données des émissions de polluants par les industries.
- **Observatoire Régional de la Santé (ORS)** : peut réaliser des études sur la santé de la population liée à la qualité de l'air.
- **Les industriels** : sont directement responsable de leur activité et peuvent fixer des objectifs de qualité de l'air et de respect de l'environnement, mettre en place des techniques pour minimiser les rejets de polluants.

→ Outils disponibles :

- Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) : plan quinquennal, inventaire des émissions des polluants et des gaz à effet de serre, évaluation de la qualité de l'air, permet de réduire et maîtriser les émissions, de développer et améliorer la surveillance de la qualité de l'air, d'améliorer les connaissances, de favoriser l'information et la sensibilisation du public.
- Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : permet de renforcer certaines mesures pour limiter les sources polluantes, permet de développer les objectifs de qualité de l'air, les procédures d'alerte, et permet de diminuer les concentrations de polluants.
- Les données, les cartographies et les statistiques de la qualité de l'air : cartes de concentrations de polluants en certains points donnés, cartes de concentrations de polluants en tout point de l'espace, modélisations, données des stations de mesures, etc.

Exemple d'une
carte de la
concentration
moyenne de
l'ozone



Source :
<http://www.atmo-franche-comte.org>

Sources :

- <http://www.atmo-franche-comte.org> : la qualité de l'air en Franche-Comté.
- Conseil européen des urbanistes, *Guide du Conseil des Urbanistes, Try it this way, le développement durable au niveau local*, 2003.
- CD Rom : Agence d'Urbanisme de l'agglomération messine, *Observatoire de l'environnement de l'agglomération messine*, n°9, janvier 2007.
- DIREN Languedoc-Roussillon, *L'air* : <http://www.languedoc-roussillon.ecologie.gouv.fr>
- DRIRE Ile-De-France , *Quelques gestes écocitoyens pour une meilleure qualité de l'air : la qualité de l'air est l'affaire de tous* : <http://www.ile-de-france.drivre.gouv.fr>
- http://www.observatoire.public.lu/air_bruit : portail de l'environnement, pollution de l'air et impact sur l'environnement à différentes échelles.
- <http://www.observatoire-environnement.org>: Observatoire régional de l'environnement Poitou-Charentes, thématique de l'air.
- ADEUS, Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg, *Fiche transversale : le stationnement, Fiche outil : le stationnement et l'espace public*, 2007.

